

# Une coalition mondiale exhorte l'ONU à agir face à l'extermination des tutsi congolais

Boubacar Boris Diop

Mediapart Blog, 10 mars 2025

**Une coalition de plus de 400 intellectuels, comprenant des universitaires, des avocats, des chefs religieux et des artistes issus de plus de 50 pays, presse les Nations Unies d'intervenir face à la persécution croissante des Tutsi congolais dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), avertissant d'une menace imminente d'extermination.**

Une coalition de plus de 400 intellectuels, comprenant des universitaires, des avocats, des chefs religieux et des artistes issus de plus de 50 pays, presse les Nations Unies d'intervenir face à la persécution croissante des Tutsi congolais dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), avertissant d'une menace imminente d'extermination.

Dans une lettre ouverte adressée au Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, le groupe demande une intervention urgente pour stopper les atrocités contre cette communauté vulnérable.

Parmi les signataires figurent des personnalités de renom telles que l'écrivain sénéga-



Des membres de la communauté tutsi de la RDC subissent des actes de torture dans l'est du pays.

lais Boubacar Boris Diop, l'auteur et chanteur franco-rwandais Gaël Faye, ainsi que des survivants du génocide Yolande Mukagasana, Esther Mujawayo et Félicité Lyamukuru.

La lettre bénéficie également du soutien de scientifiques, d'universitaires et de dirigeants politiques, notamment le professeur Charles Murigande, ancien ambassadeur et ministre des Affaires étrangères du Rwanda, et le Dr

Alain Destexhe, ancien sénateur belge. Des associations de victimes de la RDC, du Rwanda, du Burundi, des États-Unis, du Canada, de France, de Belgique et de Papouasie-Nouvelle-Guinée se sont jointes à cet appel, témoignant de l'inquiétude mondiale face à la violence.

La lettre souligne une recrudescence des discours de haine et des attaques ciblant les Tutsi congolais, établissant des parallèles avec les atrocités historiques. Elle dénonce la vision simpliste du conflit, souvent présentée comme une lutte pour les ressources impliquant un soutien présumé du Rwanda au groupe rebelle M23, estimant que cette interprétation masque une réalité bien plus brutale.

« *Cette fausse interprétation, largement relayée par les médias, occulte les atrocités commises en plein jour – meurtres, mutilations et même actes de cannibalisme – infligés aux Tutsi congolais par leurs bourreaux* », affirme la lettre.

Les signataires insistent sur la complexité du conflit, impliquant plusieurs factions armées aux objectifs divergents. Ils pointent du doigt la milice génocidaire FDLR et les Wazalendo, qui ont publiquement exprimé leur volonté d'exterminer les Tutsi congolais.

L'ONU et ses représentants locaux, dont la Monusco, pour laisser faire des crimes, n'attend rien, ne voit rien, ainsi elle ne fait rien. Ainsi elle côtoie les génocidaires, et les mercenaires, malgré ses principes et caresse les voyous Wazalendo. Un monde à l'envers !

La lettre accuse également la MONUSCO, la mission de maintien de la paix des Nations Unies en RDC, d'avoir abandonné sa neutra-

lité en s'alliant à des groupes armés soutenus par le gouvernement congolais. « *La MONUSCO a dévié de son mandat de maintien de la paix en s'associant à des milices dangereuses* », dénonce le groupe.

### **La coalition propose plusieurs mesures urgentes à l'ONU :**

Réévaluer le mandat et l'efficacité de la MONUSCO dans la stabilisation de la région.

Répondre aux préoccupations sécuritaires du Rwanda en désarmant la FDLR et en luttant contre son idéologie génocidaire, héritée du génocide contre les Tutsi au Rwanda en 1994.

Examiner les accords de paix passés entre le gouvernement congolais et le M23, et exiger que toutes les parties respectent leurs engagements non tenus. Le groupe avertit que toute collaboration continue entre le gouvernement congolais et des factions génocidaires ou des mercenaires devrait amener l'ONU à reconsidérer son soutien militaire à Kinshasa.

Il réclame également un médiateur onusien crédible et impartial pour diriger les efforts de paix et demande des garanties quant à la sécurité et aux droits de citoyenneté des Tutsi congolais, qui font face à une discrimination systémique.

### **Sur le plan économique, les signataires plaident pour :**

La mise en place d'une commission internationale neutre chargée d'enquêter sur les contrats miniers et l'exploitation des ressources, considérés comme des facteurs de conflit et d'instabilité.

Un renforcement du soutien aux organisations religieuses dans la construction de la paix, soulignant leur potentiel à favoriser le

dialogue et la réconciliation.